

UDALBILTZA[®]

DÉCLARATIONS INSTITUTIONNELLES 2004



EUSKAL HERRIKO UDAL ETA UDAL HAUTETSIEIEN BILTZARRA

DÉCLARATION INSTITUTIONNELLE EN RÉPONSE À LA DEMANDE FAITE PAR LE PORTE PAROLE SUPPLÉANT DU GROUPE DE L'ASSEMBLÉE DU PSE-EE-PSOE DANS LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DE GUIPUZKOA, RAFAELA ROMERO

30 janvier 2004

Le Tribunal de Comptes d'Euskal Herria contrôle l'activité économique de la Diputacion Forale de Guipuzcoa leur a accordée, le président de cette association et maire d'Azpeitia, Julian Eizmendi, souhaite préciser ce qui suit :

1.- Qu'à la demande de la *Comisión de Economía y Hacienda del Parlamento Vasco*, le Tribunal de Comptes du Pays Basque a déjà commencé à réaliser le contrôle des comptes de notre association.

2.- Que l'intention d'UDALBIDE Elkarlan Elkartea est de donner une information absolue et transparente au Tribunal de Comptes d'Euskal Herria sur notre gestion économique des fonds publics que nous recevons.

3.- Que notre activité s'encadre dans les compétences propres aux communes, comme la promotion de la culture, qui comprend la promotion de la culture basque et de l'euskera, le jumelage entre les communes et la promotion touristique et patrimoniales des communes. Nous ne comprenons pas, dans ce sens, pourquoi ils veulent diaboliser UDALBIDE Elkarlan Elkartea et pourquoi cette obsession négative du PSE-EE-PSOE face à des activités absolument légitimes et démocratiques, activités qui sont aussi réalisées par des communes dirigées par des socialistes.

4.- Qu'un recours a été introduit devant la cour Suprême contre les sentences prononcées par le Tribunal Supérieur de Justice d'Euskal Herria contre des aides apportées par certaines communes à UDALBIDE Elkarlan Elkartea. D'après nous ces sentences n'ont aucun fondement et ne prouvent absolument pas que notre activité soit illégale.

À Euskal Herria, le 30 janvier 2004

MANIFESTE INSTITUTIONNEL À L'OCASION DU CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE L'INSTITUTION

4 mars 2004

Il y a quatre ans, au mois de septembre 1999, nous avons créé UDALBILTZA, institution nationale basque destinée à renforcer les liens de solidarité, de collaboration et de travail en commun des basques des sept herrialdes d'Euskal Herria à partir des communes. Malgré toutes les difficultés que nous avons dû surmonter, nous pensons que le travail que nous avons effectué a été remarquable et très important. Nous avons lutté en faveur de tous les droits de l'homme de toutes les personnes, avec du respect, mais en même temps avec la conviction que notre idée de créer petit à petit une Euskal Herria de plus en plus intégrée est un projet démocratique, légitime, moderne, européiste et de futur.

Comme preuve de cette défense constante au cours de ses 5 années d'existence, cette institution a effectué plusieurs Déclarations Institutionnelles qui sont recueillies dans ce livre.

Veuillez agréer nos cordiales salutations.

Julian EIZMENDI ZINKUNEGI
Président d'UDALBILTZA

UDALBILTZA® EN FAVEUR DE LA SÉLECTION BASQUE

23 mai 2004

UDALBILTZA participe à la deuxième édition de la fête de la sélection basque d'Agurain ce 23 mai en parrainant la sélection basque.

D'après Udalbiltza, étant donné qu'Euskal Herria est une nation différenciée, elle a le droit d'être parmi les nations qui ont une personnalité propre. Dans le domaine interne, si tous les événements sportifs sont gérés par les entités sportives, pourquoi est-ce que l'on donne à Euskal Herria ce dernier droit et non pas le premier cité ?

Il n'y a aucune justification du point de vue démocratique.

Il y a de nombreux peuples en Europe, qui, bien qu'ils n'aient pas un état indépendant, ont leur propre sélection dans différents sports. Comme par exemple, l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles, les îles Féroé, les Îles Canaries, l'Irlande du Nord, etc. Pourquoi refuser à notre peuple le droit que l'on reconnaît à tant de peuples d'Europe ?

Euskal Herria exige d'être indépendante dans la gestion du sport. Ce droit lui revient comme peuple et comme nation. Et parce que c'est la volonté de la plupart de ses habitants.

Ce désir d'indépendance se reflète surtout dans la sélection basque : dans ces 20 années dans le football, dans cette deuxième édition de sa fête et dans beaucoup d'autres actes en faveur de la sélection basque.

Il est absolument clair, que le désir de l'officialité de la sélection basque est très incrusté dans le cœur de notre peuple. En fait, la revendication de l'officialité de la sélection basque est un sentiment très profond dans ce peuple.

Mais ces revendications ne reviennent pas seulement aux institutions publiques, les institutions sportives doivent aussi répondre à cette demande. C'est ainsi que les fédérations basques doivent adresser cette revendication aux différentes fédérations internationales, une fois que l'on aura obtenu un plus grand nombre d'adhésions de la part des citoyens. Bien que l'aide des institutions publiques soit nécessaire, celles-ci ne doivent pas jouer le rôle principal.

Pour finir, je tiens à dire ceci : d'après UDALBILTZA, nous avons évidemment besoin de sélections officielles basques, et ceci dans tous les sports, pour cela c'est à nous, à tous les basques de travailler dans ce sens. Il faut lutter en faveur de l'officialité avec les fédérations sportives internationales.

Agurain, le 23 mai 2004

Peio Iparragirre
Membre du Conseil de Direction d'UDALBILTZA
Conseiller d'Agurain

DÉCLARATION INSTITUTIONNELLE EN RÉPONSE AUX INFORMATIONS DIFFUSÉES PAR LA CADENA SER

30 juin 2004

En réponse aux informations diffusées par la Cadena Ser, à propos d'une aide accordée par udalbide Elkarlan Elkartea aux associations Zapiak Bat, au nom de la Direction, son président, Julian EIZMENDI, souhaite préciser ce qui suit :

1.- Que, comme beaucoup d'autres associations et initiatives, l'association *Zazpiak Bat* a reçu de l'aide car ses objectifs et ses activités correspondent exactement aux objectifs et aux projets que nous désirons promouvoir. C'est-à-dire : promouvoir l'interrelation entre les citoyens basques des sept territoires d'Euskal Herria, l'organisation d'une association de cyclotouristes dans l'ensemble d'Euskal Herria en surmontant des obstacles administratifs, et la promotion de l'euskera, dans ce cas, à l'aide du cyclisme populaire, une activité très répandue en Euskal Herria. Nous l'avons également fait avec d'autres disciplines sportives comme la pelote ou le tir à la corde. L'aide a servi pour la mise en place de l'association, comme sa page WEB, et l'organisation de nombreuses marches cyclotouristes non compétitives, comme par exemple, à l'occasion de l'Araba Euskaraz.

2.- Que l'aide que nous avons reçue de la part du Gouvernement Basque n'a pas été utilisée pour aider cette association, mais pour d'autres projets, évidemment, dûment justifiés auprès de l'Administration Basque. Qu'à la demande de la Commission d'Économie et du Trésor du Parlement Basque, le Tribunal de Comptes d'Euskal Herria a déjà commencé l'année dernière le contrôle des comptes de notre association, comme c'est le cas pour beaucoup d'autres institutions et associations. UDALBIDE Elkarlan Elkarlea est prête à collaborer d'une façon absolument transparente avec le Tribunal de Comptes du Pays Basque.

3.- Que nous rejetons la pratique de diffuser des informations manipulées, demi-mensongères et vengeresses. Nous dénonçons les attaques faites à toute initiative légitime qui prend Euskal Herria, dans son ensemble, comme point de départ. Notre activité s'encadre dans la promotion de la culture, qui comprend la promotion de la culture basque, du sport et de la langue basque, le jumelage entre communes et la promotion touristique et patrimoniale. Nous ne comprenons pas, dans ce sens, pourquoi ils veulent diaboliser UDALBIDE Elkarlan Elkartea et pourquoi cette obsession négative du PSE-EE-PSOE face à des activités absolument légitimes et démocratiques, activités qui sont aussi réalisées par des communes où les dirigeants sont socialistes.

À Euskal Herria, le 30 juin 2004

COMPARUTION DU PRÉSIDENT D'UDALBILTZA®, JULIAN EIZMENDI, AU COURS DE L'EXPOSITION DU DEBAT DE LA "PROPOSITION DE STATUT POLITIQUE DE LA COMMUNAUTÉ D'EUSKAL HERRIA" DE LA COMMISSION D'INSTITUTIONS ET INTÉRIEUR DU PARLEMENT BASQUE

Vitoria-Gasteiz, le 16 juin 2004

Je voudrais vous remercier tous très sincèrement, pour l'opportunité que le parlement Basque offre une nouvelle fois à UDALBILTZA en nous permettant d'apporter notre vision sur le futur politique d'Euskal Herria.

Le 12 juin 2002, UDALBILTZA a déjà participé à la Commission Spéciale d'auto gouvernement créée par cette même chambre. À cette occasion, nous avons exposé notre réflexion sur le présent et le futur d'Euskal Herria. Nous avons terminé notre exposition en indiquant que le temps de l'imposition était passé. Qu'en ce début du XXI^{ème} siècle, les citoyens sont organisés sur la base du respect de tous les droits pour toutes les personnes et sur l'adhésion libre et démocratique et sur la volonté des Peuples, en respectant et en partant de ce que nous sommes et de ce que nous avons obtenu jusqu'à présent.

Depuis, les Institutions Basques ont continué à travailler sans répit, afin d'approfondir l'analyse des mesures qui peuvent nous conduire à la création de conditions appropriées pour le développement d'un vrai processus de normalisation et de pacification en Euskal Herria basé sur des solutions politiques et démocratiques. Comme point important de ce processus on trouve la présentation d'une proposition ou Pacte pour la cohabitation, basée sur la réforme du Statut de Guernica de 1979, faite par le Lehendakari au nom du Gouvernement basque.

Je ne vais pas faire ici une révision dans le détail de tous les articles recueillis dans la Proposition. Par contre, je vais insister sur les aspects essentiels de celle-ci, que j'espère vous aideront dans vos réflexions.

Pour UDALBILTZA, la Proposition de Statut Politique du Pays Basque :

- est absolument démocratique et opportune,
- elle est respectueuse et réaliste par rapport à la réalité politique et institutionnelle d'Euskal Herria.
- elle se rattache nettement aux principes européens de fond.
- elle va apporter des conditions appropriées pour un meilleur développement économique et social pour les citoyens et les citoyennes basques.
- elle ne peut pas être sujette, du point de vue politique, à des attitudes ou des positions de non-négociation pour ce que la plupart de la société d'Euskal Herria aspire ou détermine.
- elle a besoin d'une approbation ou consultation populaire, dont la célébration et le résultat, quel qu'il soit, ne représente aucune faille sociale en Euskal Herria.
- et va consolider, nous en sommes sûrs, les bases de la normalisation et de la pacification d'Euskadi, tant souhaitée.

Proposition absolument démocratique et opportune,

Cette année nous fêtons le 25^{ème} anniversaire de l'approbation en référendum du Statut de Guernica.

Sa création et sa mise en place nous a donné différents résultats. D'une part:

- elle a servi à approfondir et mettre au point l'identité propre du Peuple Basque dans le concert des peuples d'Europe et du monde. Ceci a renforcé le Peuple Basque dans des termes de maturité, d'estime de lui-même et d'une confiance suffisante pour que les citoyens basques prennent conscience de leur volonté, leur capacité et leur potentialité pour survivre comme Peuple, de façon ouverte et solidaire avec les autres peuples d'Europe et du monde.
- elle a servi à mettre au point le bien-être socio-économique et la solidarité interne et externe avec paramètres européens et modernes, sans oublier les carences que nous avons encore.

Cependant, d'autre part:

- il y a un certain degré de déception parce que le Statut, et par conséquent, le développement de l'identité et du bien-être du Peuple Basque, a été mutilé à cause du frein à son complet développement, et parce que son caractère de pacte a été affaibli par des jugements du Tribunal Constitutionnel, par le développement de Lois Basiques et Organiques et par la récupération des compétences propres de Statut que l'État a exercé à travers le processus d'intégration européenne.
- il y a aussi de la déception parce qu'Euskadi ne dispose pas de sécurité juridique et politique qui lui garantisse que ce qui a été accordé soit accompli. L'accomplissement d'une Loi Organique, comme le Statut de Guernica, a été et, est toujours, soumis à la simple volonté de concession de telles ou telles compétences de la part du Gouvernement de l'État conformément à différents accords politiques des majorités et des minorités.

En outre, le monde, l'Europe et l'Euskal Herria même ont changé et évolué énormément au cours des 25 dernières années. Nous nous trouvons ancrés en Europe et dans le monde occidental, où les relations entre les Peuples, les identités, l'économie, les relations sociales et la culture se développent et évoluent de plus en plus vite, et font surgir de nouveaux problèmes, des défis et des complexités qu'il faut résoudre, ce qui fait qu'un texte d'il y a 25 ans, comme c'est le cas du Statut de Guernica, doit s'adapter.

Les États, en disposant de leur *compétence à caractère général*, peuvent, en tant qu'États, légiférer et affronter ces nouvelles relations. L'Euskal Herria non. Et cependant, les citoyens basques ont toujours besoin, et réclament, un cadre de liberté de mouvements dans le plan de leur auto-gouvernement afin de pouvoir s'adapter à ces nouvelles réalités et de continuer à développer leur identité, leur bien-être et leur solidarité et ouverture avec les autres peuples d'Europe et du monde.

Pour tout ceci, depuis UDALBILTZA nous pensons que le moment de penser à nouveau à tous ces paramètres de l'auto gouvernement basque est venu et nous pensons que la Proposition est entièrement opportune, légitime et démocratique.

Il est respectueux et réaliste par rapport à la réalité politique-institutionnelle d'Euskal Herria et se rattache aux principes européens de fond.

D'après nous, dans le Préambule de la Proposition, on cite les bases et les clés fondamentales qui rendent possible un cadre approprié et moderne pour le développement des relations internes et externes d'Euskal Herria dans des coordonnées de Pacte et de Cohabitation.

D'après nous, il existe un Peuple Basque et, par conséquent, il a le droit de décider de son propre futur de façon libre et démocratique en respectant la réalité politique et institutionnelle dans laquelle nous vivons actuellement. Nous pensons que c'est la clé pour la Normalisation politique et pour surmonter le *conflit du basque*.

C'est une clé moderne et actualisée, absolument cohérente avec les processus de mondialisation et de globalisation, y compris le processus d'intégration européenne. C'est la clé pour que l'Euskal Herria puisse s'adapter, assimiler, apporter et participer activement au processus croissant de mondialisation et de globalisation, s'adapter, assimiler, apporter et participer activement dans le processus en renforçant librement sa propre personnalité et son identité.

L'Union Européenne est tributaire d'une histoire et d'une souffrance. Le moteur le plus puissant de l'unification européenne a été le désir de Paix et de Normalisation Politique. Au cours du dernier siècle, deux guerres mondiales ont confronté des États européens, qui actuellement collaborent et coopèrent ensemble grâce à la *méthode européenne*. la libre adhésion et association, la non-violence, la non imposition, l'ensemble des volontés exprimées de façon libre et démocratique et l'imagination pour concevoir et mettre en marche des structures et des formes organisationnelles politiques coopératives au service et selon la volonté des citoyens et des citoyennes. C'est pourquoi, il est clair que la politique européenne et sa méthode et principes signifient aussi une politique de pacification et de normalisation politique.

Alors, pourquoi des principes et une méthode qui ont servi pour amener la paix au sein de l'Europe ne serviraient pas aussi à normaliser les relations entre l'Euskal Herria et l'Espagne ?

Elle va apporter des conditions appropriées pour un meilleur développement économique et social pour les citoyens et les citoyennes basques.

Je crois que c'est pratiquement à l'unanimité que l'on admet que l'auto gouvernement basque nous a permis de mettre au point toute une série de politiques publiques qui ont contribué de façon décisive à la modernisation de notre économie et de notre modèle social et solidaire. Comme vous savez, actuellement, la rente d'un citoyen basque se situe à 105% de la moyenne européenne.

Par conséquent, les citoyens basques ont tout à fait raison lorsqu'ils expriment ce qu'ils pensent : c'est-à-dire, auto gouvernement est égal à bien-être économique et social.

Et la raison est très simple et logique : dans un monde de plus en plus inter connecté et qui change de plus en plus vite, le fait de disposer d'instruments qui nous permettent d'adapter l'environnement économique pour que nos acteurs économiques et sociaux puissent continuer à être compétitifs dans les nouveaux scénarios internationaux et européens a une importance vitale. Autrement dit: l'Euskal Herria a besoin de nouveaux et différents instruments d'auto gouvernement afin que nos entreprises puissent continuer à s'adapter de façon rapide et flexible pour affronter les nouveaux défis qu'elles rencontrent.

D'après nous, les limitations et les difficultés de développement de l'actuel Statut de Guernica supposent freiner le bien-être économique et social. La non-exécution de celui-ci et l'ensemble des lois organiques et des prononcés judiciaires qui ont contraint le texte statutaire, empêchent son développement et ses potentiels s'en vont en eau de boudin.

C'est pourquoi, loin d'être un caprice politique ou d'avoir envie de chercher des confrontations, l'Euskal Herria a besoin de plus grandes capacités d'auto gouvernement et d'un nouveau cadre de relation avec l'État pour donner des garanties politiques aux deux parties, afin que les institutions basques nous puissions continuer à améliorer l'utilisation de nos ressources en faveur du bien-être économique et social des citoyens et des citoyennes basques.

Dans ce sens, nous pensons que la Proposition de Statut Politique d'Euskal Herria est une bonne proposition pour continuer à grandir du point de vue économique et continuer à développer notre modèle social de solidarité.

Si la Proposition est acceptée, il y en a qui nous augurent le chaos et la pénurie économique et sociale. Rien n'est moins vrai. Ceux-là ignorent que nous sommes dans un monde de plus en plus interconnecté, ouvert et flexible. Les barrières douanières sont de moins en moins importantes et pratiquement inexistantes dans l'Union Européenne avec certains pays européens non communautaires.

La Proposition du Lehendakari au nom du Gouvernement Basque n'envisage absolument pas de lever des murs ni des barrières économiques, mais tout le contraire. Ceux qui disent le contraire ont une mentalité étroite et propre des structures impérialistes du XIX^{ème} siècle. Ils essaient de semer *la peur économique et la peur du désastre* entre les citoyens, mais ces raisonnements s'effondrent devant la moindre analyse faite avec un minimum de bon sens, en appliquant les textes et d'après la réalité qui nous entoure.

La Proposition est une voie claire et positive pour donner une réponse aux limitations et aux insuffisances du Statut de Guernica actuel, qui après 25 ans, n'offre pas les instruments d'auto gouvernement nécessaires pour continuer à renforcer notre croissance et notre modèle social de solidarité, en répondant aux nouveaux défis et problèmes économiques que l'Euskal Herria rencontre en plein XXI^{ème} siècle.

Elle ne peut pas être sujette, du point de vue politique, à des attitudes ou des positions de non négociation de ce que la plupart de la société d'Euskal Herria aspire ou détermine.

La gestion de la Proposition réalisée par le gouvernement Basque est impeccable du point de vue juridique. La décision récente du Tribunal Constitutionnel l'avalise, en refusant de donner suite à deux recours qui demandaient la paralysation et le silence de leur débat.

On veut empêcher le dialogue légitime, le débat, le contraste d'idées, ce qui en démocratie est quelque chose d'inouï. Plus encore, c'est la négation de l'essence même de la démocratie.

D'après nous, ces mesures n'allaient pas pouvoir paralyser le dialogue. Simplement parce que la société le demande, la société réclame des solutions aux problèmes que nous avons, comme celui de la normalisation et de la pacification d'Euskal Herria.

Pour UDALBILTZA, différentes bases juridiques internationales, le Statut de Guernica avec sa réserve des Droits Historiques et la Constitution espagnole de 1978 dans son Additionnelle Première, appuient, du point de vue juridique, la Proposition et son contenu. Il ne s'agit pas de rompre, mais de recomposer les relations entre l'Euskal Herria et l'État, sur le respect mutuel, le pacte et le dialogue. Reconstruire une relation adaptée aux temps, qui réponde aux besoins et qui respecte la décision et la volonté libre et démocratique de tous les citoyens et les citoyennes basques.

En avançant les événements, il y en a qui disent qu'à travers la Constitution espagnole le texte qui sortira de ce Parlement restera *lettre morte*. Qu'aucun dialogue ne sera prononcé et que tout progrès sera paralysé à cause de la *force* que donne le texte constitutionnel.

Cette attitude ne fait que mépriser ledit débat, car il vient de commencer au sein de cet Exposé. Mais en outre, c'est une attitude de fermeture, de *fuite en avant* et de refuser de voir et d'admettre la propre réalité. Et nous voudrions rappeler ici que la Constitution espagnole a atteint en Euskal Herria une approbation de seulement 30'8% du recensement électoral. Nous affirmons que le fait de mépriser la volonté de la plupart de la population basque ou de ce que ce Parlement adopte, c'est-à-dire contraindre l'auto gouvernement basque aux limites, hypothétiquement, fixées par la Constitution, pourrait être justifié du point de vue juridique, mais du point de vue politique, c'est une erreur qui affaiblit gravement la légitimité de l'État en Euskal Herria.

Elle a besoin d'une approbation ou consultation populaire, dont la célébration et le résultat, quel qu'il soit, ne représente aucune faille sociale en Euskal Herria.

Nous pensons qu'il est indispensable de demander à la population basque de participer à une consultation populaire afin qu'elle décide de façon libre et démocratique sur tous ces sujets.

À ce propos, certains ne sont pas d'accord avec cette possibilité. Ils ont même fait une loi en menaçant avec la privation de liberté pour tous ceux qui chercherait à la promouvoir. Nous pensons que ce serait paradoxal, très peu démocratique et absolument insensé.

On dit aussi que la Proposition même et son éventuelle consultation pourrait provoquer une faille sociale.

Nous ne sommes pas d'accord avec une telle opinion. La participation directe des citoyens dans un sujet de cette importance est une obligation et une réclamation.

Les statistiques le démontrent : d'un point de vue continental, la participation électorale se trouve sensiblement à la baisse dans l'ensemble de l'Europe, il a un certain désintérêt pour la politique et la volatilité électorale provoque l'apparition de mouvements populistes qui alimentent les idées extrémistes.

Cependant, il faut préciser que, peut-être, l'élément le plus préoccupant des dernières élections qui ont eu lieu à différents endroits de notre continent, est l'apparition d'une certaine crise de la démocratie représentative.

Dans une société où la communication est moderne et rapide, où le citoyen a accès de façon immédiate à une meilleure et plus ample information sur la réalité qui l'entoure, on n'accepte plus le système de concertation entre les élites politiques et l'idéal démocratique ne suit pas seulement les formes classiques de la démocratie représentative. Les citoyens et les citoyennes veulent participer activement et dire ce qu'ils pensent.

La désaffection envers la politique, n'est-ce pas le fruit d'un reproche du citoyen fait au technocratisme et à l'élitisme politique qui est incapable de dominer et de résoudre les grands problèmes mondiaux (la guerre, la faim, et la destruction de l'environnement) et, qui en même temps, ignore les vraies préoccupations des citoyens et des citoyennes ?

La façon la plus simple et directe d'involucrer le citoyen dans la *chose publique*, c'est de lui donner la parole.

La pratique quotidienne de la démocratie n'est pas la même qu'il y a un siècle ou même qu'il y a cinquante ans. Le citoyen moderne, émancipé et cultivé, semble ne pas vouloir déléguer entièrement sa représentation aux élus.

Le référendum n'est pas qu'un instrument, c'est aussi un facteur d'identité, comme le démontre, par exemple, le cas de la Suisse. À mesure que la Confédération Helvétique a eu recours au référendum, les Suisses se sont identifiés avec cet instrument, ainsi qu'avec le système confédéral qui leur a donné l'opportunité de le mettre en pratique.

C'est pourquoi, étant donné que nous nous trouvons au sein d'une société occidentalisée, moderne et avancée, la consultation populaire sur la Proposition serait un signe de maturité démocratique qui lui donnerait la plus grande légitimité, quel que soit le résultat. Nous pensons que les citoyens et les citoyennes basques sont suffisamment responsables, ont la maturité nécessaire et disposent d'un degré de sens démocratique et de cohabitation assez élevé, pour assumer le résultat, quel qu'il soit, sans trop de problèmes.

Lui refuser la parole à ce sujet, serait par contre, un important recul démocratique et ne contribuerait qu'à augmenter la délégitimisation de l'État en Euskal Herria.

Depuis UDALBILTZA, nous lançons un appel à toutes les forces politiques qui sont ici représentées afin qu'elles participent activement au débat, en faisant des propositions, en argumentant et contre argumentant, en mettant sur la table des textes et des idées, tout ceci en prenant nettement conscience de la réalité dans laquelle nous vivons en Euskal Herria, en Europe et dans le monde, en ce début du XXI ème siècle, avec de la tolérance et de la générosité.

D'après nous, le Peuple basque applaudira ceux qui s'efforceront pour proposer des solutions, tandis qu'il censurera les attitude fuyantes, destructrices et négatives.

Et pour finir, je vais citer les mots écrits par Javier de Landaburu qui disent ceci :

IL N'Y A PAS D'ÉTAT AU MONDE QUI PUISSE FAIRE FACE ÉTERNELLEMENT À UN PEUPLE QUI NE VEUT PAS S'Y INTÉGRER, POUR AUTANT QUE L'ÉTAT SOIT PUISSANT, ET POUR AUTANT QUE LE PEUPLE SOIT PETIT. LA COHABITATION NE S'IMPOSE PAS, ELLE SE CHERCHE.

Et Landaburu finit en faisant allusion au cadre des relations que l'Euskal Herria pourrait souhaiter avoir avec l'Espagne:

LES BASQUES LE DIRONT, CAR LA SEULE CHOSE QUE L'ON NE PEUT PAS LEUR REFUSER EST L'OPPORTUNITÉ DE LE MANIFESTER. ET DANS CE CAS, DÉMOCRATIE OBLIGE, CETTE VOLONTÉ DOIT ÊTRE RESPECTÉE.

Merci.

DÉCLARATION D'UDALBILTZA® EN RÉPONSE À LA CONVOCATION FAITE À PLUSIEURS MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE D'ÉLUS MUNICIPAUX DE LA GAUCHE NATIONALISTE POUR DÉPOSER DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE OUVERTE PAR LA AUDIENCIA NACIONAL.

31 août 2004

En réponse à la convocation faite par La *Audiencia Nacional* dans le cadre de la procédure ouverte à plusieurs membres - la plupart d'entre eux des élus - de l'Assemblée d'Élus Municipaux de la gauche nationaliste, mis en cause pour un présumé délit d'appartenance à des organisations terroristes, UDALBILTZA souhaite manifester ceci :

1.- Qu'elle refuse d'accepter les moyens utilisés par les pouvoirs de l'État, qui constituent une chasse aux sorcières, où il n'y a plus personne proche d'ETA, mais où par contre « tout est l'ETA »

Une façon d'agir où la présomption d'innocence n'est tout simplement pas appliquée, où l'on vilipende, insulte, boycotte et criminalise des secteurs très amples de la société basque, des représentants et des entités culturelles, politiques ou sociales, au moyen de l'intervention et fermeture des moyens de communications et d'entreprises, et en arrêtant leurs directeurs, éditeurs et patrons. Des procédures qui se caractérisent par le manque de sécurité juridique, par l'absence de défense produite par des attentes qui parfois durent des années sans procès et sans jugements sans appel. Des procédures où les droits et les libertés sont restreints et annulés, de telle sorte que les personnes qui les subissent sont irréparablement atteintes.

2.- Qu'elle est persuadée que la paix et la convivialité en Euskal Herria et l'obtention des aspirations politiques de tout un chacun, ne viendront pas de la main de l'imposition, de la chasse aux sorcières ni des ripostes violentes, par contre elles seront le fruit de la défense sans faille et de l'exercice des moyens démocratiques ainsi que de la volonté des citoyens qui forment l'Euskal Herria.

En Euskal Herria, le 31 août 2004